Extrait du www.acdn.net

https://acdn.net/spip/spip.php?article691

Hiroshima, Fukushima, plus jamais ça !

Date de mise en ligne : samedi 25 juin 2011

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

A PARIS, samedi 25 et dimanche 26 juin 2011, les associations françaises membres du réseau mondial « Abolition 2000 » et de la campagne « ICAN-France » organisent un **rassemblement international pour exiger l'élimination de toutes leurs armes nucléaires** par les 5 Etats membres du Traité de Non-Prolifération qui en possèdent officiellement (Etats-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine) et les 4 Etats nucléaires *de facto* comme Israël, l'Inde, le Pakistan, qui n'ont pas signé le TNP, et la Corée du Nord qui s'en est retirée.

Nous appelons nos concitoyens à manifester leur soutien à cette exigence en participant à la manifestation publique prévue ce samedi 25 juin à partir de 14 heures sur le parvis du Trocadéro ou par tout autre moyen à leur disposition. Nous invitons les journalistes à lui prêter attention et à lui faire écho.

A PARIS, les 29 et 30 juin, les chefs des 5 Etats nucléaires officiels doivent se réunir pour faire progresser le désarmement nucléaire. Si tel est le cas, nous nous en réjouirons. Mais que fera la France, au-delà de déclarations en trompe-l'oeil ? On peut s'en inquiéter, si le chef de l'Etat continue à prétendre, comme il le faisait encore le 10 juin 2010 sur le pont du « Charles-de-Gaulle », que *« la dissuasion nucléaire est l'assurance-vie de la Nation ».*

La seule « assurance-vie » sensée, pour les 193 Etats membres de l'ONU, France comprise, le seul moyen d'éviter une catastrophe nucléaire d'origine militaire, c'est **un monde sans armes de destruction massive, y compris nucléaires.** La France doit donc faire savoir clairement qu'elle est prête à renoncer à sa force de frappe dans le cadre d'un désarmement nucléaire, biologique et chimique, intégral, universel et contrôlé.

Lors du sommet de Paris, les cinq Etats nucléaires de jure devront définir le cadre et la date du début des négociations de bonne foi qui, conformément à l'article 6 du TNP signé par eux, doivent aboutir à un traité d'abolition de tous les arsenaux nucléaires. Les Etats nucléaires *de facto* devront eux aussi s'impliquer dans ce processus, par exemple Israël lors de la Conférence sur un Moyen-Orient sans armes nucléaires programmée par l'ONU en 2012.

Par ailleurs, les liens entre nucléaire civil et nucléaire militaire sont trop étroits, et la menace nucléaire d'origine civile trop importante, pour ne pas être traités, eux aussi.

Historiquement, sans la bombe atomique, les centrales nucléaires n'existeraient pas. Politiquement, l'acquisition du savoir-faire nucléaire et des matériaux fissiles corrélatifs peut cacher des ambitions militaires, comme on en accuse l'Iran. Techniquement, les mêmes installations qui produisent le combustible des centrales permettent de fabriquer l'explosif de la bombe (uranium enrichi, plutonium), mais aussi produisent de l'"uranium appauvri" qu'on retrouve dans des munitions utilisées sur le terrain. Les retombées radioactives des armes à UA, comme celles des armes nucléaires, ont des effets morbides, tératogènes et mortifères considérables. Ses liens intimes avec le militaire condamnent l'industrie nucléaire civile, comme ses propres défauts : incompatible avec la démocratie, basée sur des ressources fossiles bientôt épuisées, elle produit en permanence une pollution et des déchets radioactifs ingérables, et elle risque à tout moment de provoquer une catastrophe comme Tchernobyl ou Fukushima. Pour ces raisons, il faut s'en débarrasser au plus vite, d'autant que l'électricité d'origine nucléaire représente moins de 3% de la consommation énergétique mondiale.

Avec 300 bombes atomiques et 58 réacteurs électro-nucléaires, la France doit s'engager résolument vers la sortie du nucléaire civil et militaire. C'est la tâche qui nous attend. Elle porte l'espoir d'un monde de réconciliation des hommes entre eux et avec la nature.

ACDN

Copyright © www.acdn.net